



**Dans le cadre de la semaine d'action
du 30 mars au 3 avril**

JEUDI 2 AVRIL

Les retraité·es sont dans l'action et appellent à se mobiliser et à participer aux manifestations organisées sur l'ensemble du territoire le 2 avril :

- ➡ **pour le pouvoir d'achat et la revalorisation des pensions**
- ➡ **pour le droit à la santé et la défense de la Sécurité Sociale**
- ➡ **pour les services publics**

Face aux idées et discours de haine, de la peur de l'autre, des politiques d'austérité, il est urgent d'exprimer dans la rue nos revendications, pour le droit à la santé et le maintien de la Sécurité Sociale, mais aussi pour le pouvoir d'achat.

La question sociale au coeur des résistances et des mobilisations !

Dans un contexte politique national et international qui cultive la peur, qui pousse au repli, à l'abandon, l'expression revendicative de ses besoins pour bien vivre sa retraite reste déterminant pour le plus grand nombre des retraité·es.

**Pensions-retraites, pouvoir d'achat :
ça ne va pas !**

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au 1er janvier 2026 (au titre de l'inflation de l'année 2025) et de 0 % de la complémentaire retraite AGIRC-ARRCO du secteur privé, **patronat et gouvernement voudraient nous faire croire que les retraité·es sont non seulement privilégié·es, mais aussi responsables du déficit de la France.**

Ils mentent, la réalité c'est que :

- ➡ **60 % des 17 millions de retraité·es touchent moins que le Smic (1812 €)**
- ➡ **30 % d'entre eux/elles sont en-dessous de 1 000 € dont 74 % sont des femmes.**

Le Medef se dit disponible pour discuter d'une éventuelle augmentation de l'Agirc-Arrco, mais pour 2027, en échange d'une réduction de 1 milliard pour les indemnités chômeurs.

Ce chantage est inacceptable et pas question d'avoir encore une « année blanche » en 2026 pour les retraité·es.

D'autant que le gouvernement n'a pas abandonné sa volonté d'économiser 5 milliards € sur le dos des retraité·es : Gel des pensions de base d'ici 2030, suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour 11 millions de retraité·es, augmentation de la CSG.... **tandis que les dividendes versés aux actionnaires en 2025 atteignent 107 milliards d'euros et que rien n'est fait pour s'y opposer.**

Nous nous opposons à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité·es et revendiquons une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, comprenant les pertes cumulées depuis 2020 et augmentation des minimas de pensions (Mico) de 300 €.

Sécurité sociale et système de santé : ça ne va pas !

L'accès à des soins de qualité, égal pour tous et toutes, reste problématique :

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 a entériné un budget ne répondant pas aux besoins d'accès à la santé. Avec une augmentation de 3% alors que les besoins nécessitent plus de 5% pour maintenir le système de santé et hôpitaux publics. Cela risque de se traduire par des suppressions de lits, de postes de soignants, de médecins généralistes.

Or six millions de personnes sont sans médecin traitant. Les déserts médicaux s'étendent. Les dépassements d'honoraires se multiplient. Les forfaits hospitaliers viennent d'augmenter par décets. Les retraité.es subissent l'explosion des tarifs des compléments santé. **Selon une étude DREES-INSEE, un tiers des personnes a renoncé aux soins.**

Les services d'urgence sont saturés. Des hôpitaux de proximité sont fermés ou voient leurs activités réduites.

Une vingtaine de départements ne disposent pas de services de soins palliatifs pour les patient.e.s en fin de vie.

Le privé à but lucratif se développe sur les créneaux rentables (laboratoires, centres de radiologie et d'imagerie médicale, cliniques, Ehpad, ...) et les bénéfices des grands groupes financiers concernés se portent au mieux !

Les mesures concrètes pour une politique publique du « grand âge » et de l'autonomie sont sans cesse reportées.

En attendant, les EHPAD à but lucratif accumulent les profits avec l'argent public sur le dos des résidents. Et le gouvernement ne fait rien pour en finir avec ce scandale !

En outre, 70% des Ehpads publics ou privés à but non lucratif sont en grandes difficultés financières et connaissent de graves problèmes de recrutement de personnels. Les services d'aide à domicile sont souvent sinistrés.

Nos actions ont contribué à la mise en échec de certaines dispositions régressives envisagées par le gouvernement dans le budget de la Sécurité sociale 2026, comme l'augmentation des restes à charge avec le doublement de forfaits (sur médicaments, soins paramédicaux et transports sanitaires) ou la réduction de prise en charge des Affections de Longue Durée. **Comme quoi l'action paye !**

Mais le gouvernement persévère dans la remise en cause du droit à la santé pour toutes et tous.

Les retraité.es réclament :

- ➔ un accès égal aux soins et à la santé, pour toutes et tous et partout sur le territoire national ;
- ➔ des moyens (formations et embauches de personnels, réouverture de lits ou de services ...) pour l'hôpital public, les structures du médico-social publiques ou associatives à but non lucratif ;
- ➔ un service public de santé de proximité avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels disposant de personnels salariés, en particulier dans les déserts médicaux ;
- ➔ une prise en charge solidaire de la perte d'autonomie par la branche maladie de la Sécurité sociale, avec 200 000 embauches dans les Ehpads et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité ;
- ➔ une Sécurité Sociale prenant en charge 100% des soins prescrits, selon les besoins des populations et gérée démocratiquement.

Jeudi 2 avril 2026 – ANNECY

Conférence de presse à la FSU à 11h

Rassemblement devant l'ARS à 15 h

(cité administrative)

Soyons nombreuses et nombreux !

Une délégation sera reçue à 16h